

# **Bilan intermédiaire en vue d'évaluer la nécessité d'imposer des remèdes asymétriques supplémentaires sur les segments de marché du très haut débit en fibre optique**

Réponse à la consultation publique

## I. Position Bouygues Telecom sur l'inclusion et la portée des offres 30Mbps dans les chiffres du THD.

Bouygues Telecom veut attirer l'attention de l'ARCEP sur les conséquences qui pourraient résulter de l'inclusion des offres 30Mbps dans le segment THD du marché du haut et du très haut débit.

S'il semble légitime de vouloir afficher des chiffres du marché THD national en adéquation avec les chiffres publiés par la C.E<sup>1</sup>, nous notons également que cette inclusion pourrait traduire une inflexion dans l'ambition de la politique portée par l'Etat et l'ARCEP (« tout fibre », hors zone où le coût à la prise serait prohibitif).

**L'Etat et l'ARCEP doivent réaffirmer que le déploiement d'une nouvelle boucle locale fibre constitue l'objectif central de la stratégie d'aménagement numérique voulue par la France.**

Une nouvelle boucle locale reposant entièrement sur la fibre est nécessaire pour répondre aux besoins futurs de bande passante sur les réseaux fixe. Les solutions mixtes utilisées et envisagées apparaissent comme des solutions temporaires qui disparaîtront à moyen terme face à la boucle locale optique.

Le déploiement FTTH n'est finançable que s'il n'y a aucune ambiguïté de la part de l'Etat et du régulateur sur leur volonté de favoriser le FTTH là où une seule boucle locale fixe existe et est déployée.

Il nous semble par conséquent prudent d'attendre les propositions gouvernementales sur l'aménagement numérique du territoire pour prendre connaissance des nouveaux objectifs et des nouveaux moyens mis en place par l'Etat, avant d'évaluer la portée de l'élargissement du THD aux accès à 30Mbps. En conséquence, notre analyse ne s'abordera pas les potentielles conséquences d'un changement de politique dans le THD et se limitera à une analyse des marchés de gros et de détails du segment THD sur la fibre jusqu'au client pour rester dans l'esprit qui a conduit l'Autorité de la concurrence et la Commission européenne à demander une clause de rendez vous à mi parcours.

## II. Le cadre réglementaire doit prendre en compte la reconstitution inéluctable de la puissance de France Télécom sur la nouvelle boucle locale

Les décisions d'analyse de marché <sup>4</sup>2 et <sup>5</sup>3 ont été adoptées depuis près de 18 mois et n'ont pas produit les résultats escomptés sur le niveau de déploiement des réseaux FTTH.

Par ailleurs, les 18 derniers mois ont été marqués par un bouleversement profond et durable du modèle économique des opérateurs sur leur activité mobile qui se répercute sur leur activité fixe. La baisse des prix des offres mobile, les montants consentis dans l'acquisition des licences 4G et la nécessité d'accélérer les déploiements 4G pour maintenir leur position sur le marché mobile sont autant de facteurs qui restreignent pour de nombreuses années les capacités d'investissement des acteurs sur l'activité fixe, hors France Télécom (cf. déclaration du 10 janvier).

Force est de constater que l'analyse prospective menée par le régulateur, sur laquelle celui-ci s'est fondé pour ne pas réguler la boucle locale optique, doit être révisée pour tenir compte de la réalité des problématiques techniques, économiques, tarifaires et concurrentielles rencontrées par les opérateurs.

L'ensemble des développements menés ci-après tend à présenter les problématiques précédemment citées mais aussi à mettre en exergue la nécessité pour le régulateur de réviser les décisions d'analyses de marché en vue d'une part, de permettre la mise en œuvre d'une concurrence effective et par la même de prévenir le risque de reconstitution d'une puissance de marché de France Télécom sur la boucle locale optique et, d'autre part, de contribuer à un déploiement effectif et efficace du FTTH.

<sup>1</sup> Etude « Broadband coverage in Europe in 2011 », réalisée par Point Topic et publiée en Novembre 2012 par la C.E.

<sup>2</sup> Décision de l'ARCEP n° 2011-0668 en date du 14 juin 2011.

<sup>3</sup> Décision de l'ARCEP n° 2011-0669 en date du 14 juin 2011.

## II.1- Le cadre réglementaire symétrique n'est plus suffisant

### A- Un avancement du déploiement du FTTH décevant et en deçà des annonces

Depuis plusieurs années le déploiement FTTH est marqué par le non respect des objectifs de couverture pourtant périodiquement et publiquement affichés par les opérateurs.

« ... »

### B- Une capacité d'investissement limitée des opérateurs

Ceux-ci sont contraints de prioriser leurs investissements. Ainsi, Free a récemment indiqué que l'effort d'investissement dans la fibre se concentrera désormais sur la transformation de prises éligibles en prises raccordées, se traduisant par des investissements dans les adductions des immeubles fibrés et dans les raccordements des abonnés. « ... »

Bouygues Telecom rappelle que le coût de raccordement client constaté dans les immeubles de plus de douze logements est de l'ordre de 200€. Ainsi, raccorder 250.000 clients dans l'année revient à réaliser 50M€ d'investissement soit « ... » de la capacité annuelle d'investissement que Bouygues Telecom peut allouer au THD Fibre.

Seul France Télécom semble aujourd'hui disposer des marges de manœuvre nécessaires pour poursuivre le déploiement FTTH en France tout en basculant sa base de clients vers les offres FTTH. A ce titre, sur le plan de 2 Md€ d'investissements dans la fibre annoncé par France Télécom qui s'étale entre 2010 et 2015, 500 M€ ont été dépensés à fin 2012. « ... »

### C- L'absence du premier barreau de l'échelle d'investissement est de moins en moins tenable pour les petits acteurs lorsque le déploiement progresse vers des zones de moins en moins denses

Le cadre réglementaire actuel du déploiement de la fibre en France repose sur le principe de la concurrence par les infrastructures avec différents degrés de mutualisation mais ne permet pas aux opérateurs derniers entrants de disposer d'une échelle des investissements adaptée au regard de leur part de marché et leur permettant d'investir progressivement et efficacement dans la fibre optique. C'est pourquoi, il est désormais nécessaire de constater et de reconnaître que l'ensemble des opérateurs n'ont pas eu et n'auront pas les moyens nécessaires pour poursuivre dans cette voie.

En conséquence, France Télécom est le seul opérateur capable de poursuivre le déploiement de la fibre lui permettant ainsi de reconstituer progressivement sa puissance sur la boucle locale pour une grande partie de la ZMD voire de la ZTD.

Bouygues Telecom tient à rappeler l'analyse qu'elle avait exprimée concernant le cadre réglementaire applicable au déploiement du FTTH au regard notamment de la recommandation « *NGA* ». En effet, celle-ci prévoit que chaque « *ARN doit imposer une panoplie de mesures correctrices appropriées qui tiennent dûment compte du principe de l'échelle des investissements* ». Ce principe de l'échelle des investissements, dont la mise en œuvre s'avère nécessaire, se matérialise par un accès aux réseaux de la boucle locale optique déployés à différents niveaux au travers de différentes logiques de financement. A ce titre, Bouygues Telecom avait indiqué que la possibilité pour les opérateurs de pouvoir recourir aux différents « *barreaux* » est une condition indispensable pour favoriser la mise en œuvre d'une véritable concurrence.

Toutefois, les décisions d'analyse de marché ne prévoient aucune obligation d'accès à la boucle locale optique de France Télécom qui est en mesure, compte tenu des chiffres précisés ci-avant, de reconstituer sa puissance sur la boucle locale optique. Il résulte de cette absence de régulation que les derniers entrants ne disposent pas d'une offre de « *bitstream* », premier barreau de l'échelle d'investissement, lorsqu'ils pénètrent sur le marché pour ensuite monter dans la chaîne de valeur et intervenir plus en amont au travers de la location d'une ligne passive FTTH et du cofinancement.

Or, la recommandation susmentionnée prévoit expressément en son paragraphe 22 que « *conformément aux principes posés dans la directive 2002/19/CE, lorsqu'un opérateur PSM déploie un réseau FTTH, les ARNs devraient*

*en principe rendre obligatoire l'accès dégroupé à la boucle optique. Les exceptions ne pourraient se justifier que dans les zones géographiques où la coexistence de plusieurs infrastructures, comme des réseaux FTTH et/ou câblés, associée à des offres d'accès concurrentielles, serait susceptible de produire une concurrence ».*

Dans son analyse des marchés 4 et 5 de juillet 2011 l'ARCEP avait reconnu que les segments HD et THD ne formaient à ce stade qu'un seul et même marché et avait reconnu la puissance de France Télécom sur ce marché au titre de son monopole de la boucle locale cuivre. Cependant, l'Autorité avait jugé disproportionné d'imposer à France Télécom une obligation d'offre d'accès fibre en raison du caractère encore embryonnaire du déploiement.

Certes, comme rappelé ci-avant, le déploiement FTTH a progressé plus lentement que ce qui avait été anticipé mais il ne peut plus être qualifié d'embryonnaire. Plus encore, la limitation des capacités d'investissement des opérateurs alternatifs fige durablement leur capacité d'initiative dans le déploiement de la fibre et rend inéluctable la reconstitution monopole de France Télécom sur la nouvelle boucle locale.

L'Autorité dispose de deux outils : le cadre symétrique qu'elle peut compléter, le cadre asymétrique de régulation des marchés 4 et 5, objet de la consultation, qu'elle n'a pas souhaité utiliser jusqu'à présent pour l'accès à la fibre.

Compte tenu de l'asymétrie des situations dans lesquelles se trouvent les acteurs (capacité financière, capacité opérationnelle, connaissance du génie civil), **le cadre symétrique a montré ses limites en ce qu'il ne permet pas d'instaurer une concurrence effective et efficace entre les opérateurs.**

Dans ces conditions, il ne fait aucun doute que la mise en œuvre d'une régulation asymétrique de l'accès au réseau en fibre optique, au travers de l'imposition de remèdes au sein des décisions d'analyse de marché 4 et 5, est indispensable pour préserver la capacité de tous les acteurs à rester présents sur le segment du très haut-débit.

## **II. 2- Le cadre réglementaire doit évoluer de manière à i) compléter le cadre symétrique et ii) introduire des remèdes asymétriques en matière d'accès au réseau en fibre optique.**

### **A- Le déploiement de la fibre optique dans les zones très denses.**

Dans les zones très denses, les déploiements se sont aujourd'hui concentrés sur les immeubles de + 12 logements qui comptent 3,1M de logements soit 50% des logements de la ZTD. La moitié de ces logements sont aujourd'hui éligibles au FTTH et cette dynamique devrait se poursuivre sous l'impulsion de France Télécom. Pour le reste de la ZTD, aucun déploiement significatif n'a été réalisé dans les poches de basse densité (22% des logements) et pour les immeubles de moins de 12 logements en PHD (28% des logements). Il n'existe toujours pas de consensus sur les architectures à déployer. Seul Orange propose des tarifs et des conditions techniques pour accéder à ces logements mais sans aucune visibilité sur la réalisation de déploiements.

Pour Bouygues Telecom, la complétude de la ZTD en FTTH est clairement menacée. La régulation actuelle n'est pas suffisante pour garantir à terme une couverture de 100% de la ZTD.

Les évolutions nécessaires doivent porter sur :

- La mise en œuvre d'une politique volontariste d'extinction du réseau cuivre qui accélérera le déploiement et permettra en outre d'améliorer très sensiblement le coût de revient à la prise (l'investissement immobilisé est bien mis en production).
- **Un alignement global des conditions de déploiement des PBD sur celles de la ZMD** : modalités de cofinancement, obligation de complétude de couverture des zones arrière des PM, capacité d'intervention de projets publics lorsque la carence de l'initiative privée est constatée.
- La fixation d'objectifs de complétude et de planning aux opérateurs ayant initié le déploiement dans les PHD ce qui a conduit à ce que ces zones ne puissent être qualifiées de PBD.

## B- Le déploiement de la fibre optique sur les zones moins denses.

*B.1-Le tarif appliqué par France Télécom en matière de location de la ligne passive FTTH ne permet pas, en zone AMII, de répliquer les offres de détail de l'opérateur historique.*

La ZMD AMII sera localement déployée par des opérateurs verticalement intégrés possédant de fortes parts de marché sur les marchés de détail fixe. Bien que le cadre symétrique ne l'impose pas actuellement, il nous semble nécessaire que l'ARCEP s'assure que l'équivalence des inputs (EOI, c'est-à-dire la stricte égalité de traitement en termes de processus et de systèmes d'information entre la branche de détail intégrée et les opérateurs demandant l'accès) soit bien mise en place par ces opérateurs afin d'éviter les problématiques rencontrées précédemment sur la boucle locale cuivre.

C'est d'ailleurs le sens de la recommandation en cours d'élaboration par la Commission européenne qui souhaite que les régulateurs adoptent cette mesure pour tout opérateur dont la puissance de marché est reconnue et soumis à une obligation d'offre d'accès à la fibre. Il est à noter que le cadre réglementaire français actuel, qui repose sur des décisions symétriques, ne serait pas formellement impacté par cette recommandation qui trouve à s'appliquer au terme d'une analyse de marché. Toutefois, en ce qui concerne l'EOI, la mesure préconisée par la recommandation veille à garantir la non-discrimination, or les décisions ZTD et ZMD imposent que les offres des opérateurs d'immeuble soient non discriminatoires.

**Il serait donc naturel que le dispositif d'EOI puisse s'appliquer y compris dans le cadre actuel symétrique.**

Cette équivalence des inputs est d'autant plus légitime que les opérateurs commerciaux seront « *ab initio* » ou « *ex post* » des co-investisseurs de la boucle locale optique et qu'ils participeront de fait aux investissements réalisés dans les systèmes d'information. Les interfaces de commandes et de gestion des liens ainsi que les bases de données (réalisé et prévisionnel) doivent être accessibles de façon identique pour l'ensemble des opérateurs commerciaux.

Bouygues Telecom note que les évolutions contractuelles apportées par France Télécom (Offre NRO-PM & Hébergement NRO) facilitent l'accès aux fibres en établissant un schéma proche de celui du dégroupage de la boucle locale cuivre.

Toutefois, les opérateurs qui sont contraints dans leurs investissements doivent avoir recours à l'offre de location à la ligne PM-PB. Le tarif actuel de location à 16,47€ H.T mensuel pour le lien PM-PB ne permet pas de répliquer les offres de détails fibre de France Télécom actuellement proposées à 33,90€ T.T.C ( Live Box Zen Fibre ) soit l'équivalent du tarif ADSL.

Ce tarif est d'autant plus critiquable que la recommandation NGA du 20/09/10 préconise au considérant (26), « *La compression de marge peut être établie en démontrant que l'opérateur PSM ne pourrait exercer des activités rentables en aval en se fondant sur le prix que sa branche en amont applique à ses concurrents (critère du «concurrent aussi efficace»).* La pratique de compression des marges peut aussi être démontrée en prouvant que la marge entre le tarif d'accès facturé aux concurrents sur le marché en amont et celui que la branche en aval de l'opérateur PSM applique sur le marché en aval est insuffisante pour permettre à un prestataire de services raisonnablement efficace de réaliser un profit normal sur ce marché («critère du concurrent raisonnablement efficace»). Dans le contexte particulier de mesures de contrôle tarifaire ex ante destinées à garantir le maintien d'une concurrence effective entre opérateurs ne bénéficiant pas des mêmes possibilités en matière d'économies d'échelle et de gamme et ayant des coûts de réseau unitaires différents, l'application du «critère du concurrent raisonnablement efficace» sera normalement plus appropriée. En outre, toute évaluation de compression de marge doit être effectuée sur un laps de temps approprié. Pour favoriser la prévisibilité, les ARN devraient spécifier à l'avance la méthode qu'elles emploieront pour définir le test d'imputation, les paramètres à utiliser et les mécanismes correcteurs en cas de compression de marge avérée.»

A nouveau, la recommandation de la Commission Européenne en cours de préparation prévoit qu'un test de répliquabilité accompagne toute obligation d'offre d'accès à la fibre qui ne serait pas soumise à une obligation d'orientation vers les coûts. Le cadre symétrique français ne semble pas, comme indiqué précédemment, formellement tenu par cette recommandation. Toutefois, il paraît inconcevable d'en faire l'économie au regard

notamment de l'article 19 de la directive « cadre » en application duquel les ARN doivent tenir le plus grand compte des recommandations adoptées par la Commission dans l'accomplissement de leurs tâches.

Deux solutions sont possibles en ZMD:

- une évolution du cadre symétrique afin d'y intégrer le test de répliquabilité, s'appliquant alors à tout opérateur d'immeuble, mais ce test de répliquabilité n'a pas de sens bien évidemment en ZMD hors AMII pour les projets RIP,
- ou bien **l'imposition à France Télécom d'une obligation d'accès à la fibre au travers du marché 4, avec l'inclusion dans ce marché de ses deux offres co-investissement et location à la ligne en ZMD, lesquelles se verraient alors soumises aux obligations du test de répliquabilité et de comptabilisation des coûts, en plus des obligations s'appliquant déjà et issues du cadre symétrique.**

L'obligation tarifaire (test de répliquabilité et comptabilisation des coûts) résultant de l'inclusion des offres fibre passives de France Télécom en ZMD dans le marché 4 est d'autant plus importante que la totalité des offres de projets RIP s'appuie aujourd'hui sur le niveau de prix pratiqué par France Télécom (505 € en co-investissement) pour déterminer le niveau de prix demandé aux investisseurs privés. **Autrement dit, le prix pratiqué par France Télécom en ZMD AMII fixe le niveau de péréquation nationale** (en deçà de 505 € -> investissement privé donc in fine le consommateur ; au-delà -> investissement public). Un tel pouvoir confirme la puissance de marché de France Télécom et la nécessité d'une obligation tarifaire.

En complément, Bouygues Telecom propose un remaniement des tarifs péréqués actuellement pratiqués dans les offres de Orange et de SFR. Ces tarifs sont calculés sur la base des coûts prévisionnels de déploiement des communes de la ZMD AMII, intégrant avec anticipation les coûts des prises les plus chères situées dans les communes périphériques des agglomérations. Or comme nous l'avons constaté, le déploiement en ZMD AMII progresse très lentement. Au mieux ces prises seront déployées par les opérateurs privés à la toute fin des engagements du PNTD vers 2020. Il est aussi envisageable que ces prises ne soient pas déployées par les opérateurs privés mais par les réseaux d'initiatives publiques. Bouygues Telecom estime donc raisonnable de calculer annuellement le tarif péréqué en se basant sur les coûts moyens réellement encourus et sur les coûts prévisionnels de l'année à venir. Les déploiements actuels se concentrant sur les communes les plus denses de la ZMD AMII, ce mode de calcul permettrait de faire baisser les prix à la prise que ce soit en co-investissement ou en location.. Ceci permettrait d'amorcer un cercle vertueux laissant aux opérateurs à faible part de marché des marges commerciales acceptables permettant d'animer périodiquement le marché et ainsi de prendre des parts de marché suffisantes et progressivement justifier le passage vers le co-investissement.

En dernier lieu, Bouygues Telecom souhaite rappeler que son réseau de collecte est aujourd'hui nettement moins étendu que celui de ses concurrents et que le délai nécessaire au déploiement d'un tel réseau de collecte est important.

Bouygues Telecom souhaite que soit identifiée **au plus vite la liste des NRA qui deviendront NRO** afin de pouvoir planifier en amont le déploiement du réseau de collecte.

*B.2- La publication par les RIP d'une offre de gros activée contribuera à favoriser l'émergence d'une concurrence effective sur les ZMD hors zone AMII.*

Concernant les offres activées, nous constatons que les prévisions de l'ARCEP ne se sont pas encore réalisées puisqu'aucune offre de gros activée en fibre optique n'est aujourd'hui disponible auprès des opérateurs intégrés et que tous les opérateurs délégataires de RIP n'en proposent pas. Cette situation est paradoxale puisque c'est un modèle qui fonctionne et qui a démontré son utilité dans les zones non dégroupées de la boucle locale cuivre en permettant d'apporter de la concurrence et des services. Nous faisons remarquer que l'ensemble des FAI tiers ont eu recours à ces offres activées pour pénétrer le marché et qu'ils continuent à les utiliser pour être présent sur l'ensemble du territoire. Il est donc paradoxal de demander dès maintenant aux opérateurs d'accéder aux lignes fibres en location ou en co-investissement alors qu'ils utilisent toujours des offres de bitstream sur les accès DSL.



Nous alertons ici l'Arcep. Si seul un opérateur a les moyens de co-investir auprès des projets portés par les collectivités alors il n'y aura qu'une seule et unique offre de détail. Comme le constate l'ARCEP, les lignes d'accès sous forme activée qui sont aujourd'hui au nombre de 25 000, ne concernent que des zones situées en dehors de zones denses et sont proposées par un opérateur de RIP.

Bouygues Telecom souhaite que l'Autorité encourage les meneurs des **projets RIP** à proposer systématiquement dans leur catalogue de services **une offre d'accès sous forme activée**.

De plus, le chapitre suivant montre que les opérateurs fixe n'adressant que les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, ont besoin d'une offre activée qui ne peut être contesté (il n'est bien sûr pas possible pour ces opérateurs d'envisager un déploiement d'infrastructures, en particulier dans ces zones). Or, une telle offre activée à destination des opérateurs entreprises serait très proche de celle demandée par Bouygues Telecom en ZMD RIP pour l'ensemble de sa clientèle.

### III. Le marché THD pour les entreprises

A titre liminaire, Bouygues Telecom estime que l'insertion du 30 Mbps dans le THD devrait, en toute logique, conduire l'ARCEP à introduire les chiffres des réseaux d'accès en fibres dédiées aux entreprises notamment dans l'observatoire des marchés. En effet, la Commission Européenne utilise en référence aux accès fibrés de bout en bout, le terme FTTP<sup>4</sup> dont la définition donnée dans l'étude citée au chapitre 1 est la suivante « *Broadband provided over fibre optic cables going all the way to the home or business premises. This definition also includes "FTTB", where fibre terminates at a large building and broadband distribution within the building, to different flats for example, is by a different non-fibre technology such as VDSL* ». Ainsi, la consolidation et la publication des chiffres des locaux professionnels éligibles aux offres fibre en précisant si ces locaux sont desservis par 1 ou plusieurs opérateurs nous semblent nécessaires afin de donner une vision claire et exhaustive de la situation de ce marché.

#### III.1- Deux questions se posent concernant le fonctionnement du marché de gros des accès fibre pour les entreprises

##### A- Il existe un accès aux services activés, un accès au génie civil (GC) pour le raccordement de sites entreprises mais pas d'accès aux lignes passives

Cette absence est difficilement explicable car le GC ne peut être considéré comme un substitut à l'accès fibre. En particulier un nouvel entrant ne peut espérer se développer en passant directement du bitstream au GC. Cela d'autant plus que le développement d'offres grand public THD à 100 Mbit/s, pour un prix inférieur à 50 €, va créer un prix de référence sur le marché pour les petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

Dès lors, nous nous attendons à voir le prix des offres fibre point à point (P2P) baisser pour tenir compte de cette réalité. Une telle offre est en effet commercialisée aujourd'hui auprès d'un client entreprise entre 700 et 900 €, notamment parce que les produits de gros sous-jacents (comme l'offre CE-LAN sur support optique) ont un coût compris entre 600 et 800 €. C'est cet écart 50 € Versus 600 à 800 €, qui rend inéluctable un ajustement à la baisse des offres fibre point à point.

Il est donc important que le barreau intermédiaire dans l'échelle d'investissement, l'accès à la ligne passive P2P, soit bien disponible.

D'autant plus que France Télécom et SFR, dans le cadre de nos partenariats sur le déploiement de l'horizontal, ont refusé d'inclure le raccordement de sites entreprises.

##### B- Les acteurs en présence (France Télécom, SFR, Completel) cherchent à maintenir la valeur sur ce marché

En conséquence, ils déploient systématiquement en P2P. Ainsi, les immeubles multi-entreprises en ZTD ne sont pas équipés par un opérateur d'immeuble, avec un PM à l'intérieur ou à l'extérieur. Il n'y aura donc pas, en l'état,

---

<sup>4</sup> Fiber To The Premises

pour des entreprises situées dans les immeubles multi-entreprises de la ZTD, d'offres GPON à des prix GP, mais seulement des offres P2P.

### III.2- Les évolutions du cadre réglementaire nécessaires pour que tous les acteurs proposant aujourd'hui des services fixe aux entreprises puissent demain proposer les services fibre

1. Une offre d'accès passif à la fibre P2P, à destination de la clientèle entreprises, afin de permettre le rapprochement du niveau de prix actuel d'une offre P2P, non tenable à terme, avec le niveau de prix grand public.

Cette offre d'accès passif doit comprendre :

- Les modalités d'accès à cette fibre P2P
- Une GTR

2. Une offre d'accès passif à la fibre FTTH GPON, à destination de la clientèle entreprises, afin de permettre la production d'offres adaptées aux petites et moyennes entreprises à un prix très attractif.

Cette offre d'accès passif doit comprendre une GTR

3. Une offre d'accès actif à la fibre FTTH GPON, à destination de la clientèle entreprises, afin de permettre la production d'offres adaptées aux petites et moyennes entreprises à un prix très attractif y compris dans les zones peu denses, par exemple en ZMD AMII

Cette offre d'accès actif en FTTH GPON doit comprendre une GTR.